

Séance ordinaire du lundi 5 juin 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le cinq juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Clare HART, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Plan Pauvreté - Convention 2020-2022 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'État - Avenant de prolongation pour l'année 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier est un territoire où la précarité et grande précarité sont fortes. La Ville, les autres collectivités, les associations et l'Etat, ensemble, peuvent et doivent agir. C'est l'objectif de cet avenant du plan pauvreté qui va permettre un meilleur accès au droit et la santé, une veille sociale accrue, une inclusion sociale et professionnelle plus juste, un fort accompagnement de l'aide alimentaire.

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil de Métropole, le 12 octobre 2020 et en Conseil municipal le 5 octobre 2020. Elle signifie ainsi l'engagement de la Ville, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault. Cette convention fait chaque année l'objet deux délibérations : la première propose l'avenant annuel avec le programme prévisionnel d'actions ; la seconde présente le bilan et le rapport d'exécution financier du programme d'actions pour l'année n-1.

L'instruction interministérielle n° N° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2023/9 du 31 janvier 2023 relative aux conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi départementales, métropolitaines et régionales fixe le cadre pour l'année 2023. Les déclinaisons de la stratégie pauvreté 2018-2022 sont ainsi prolongées jusqu'au 31 décembre 2023 pour ce qui est des déclinaisons départementales et métropolitaines, dans l'attente des pactes locaux des solidarités qui seront déployés à partir du 1er janvier 2024.

Les priorités d'actions identifiées pour 2023 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles des années précédentes, à savoir la veille sociale, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et l'accès aux droits et à la santé. Elles se traduisent par 32 actions se répartissant de la manière suivante :

En matière de veille sociale :

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le décroisement de l'accueil de jour centre-ville géré par GAMMES – ISSUE (1 action) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (poursuite et approfondissement des actions des actions initiées dès 2020) (4 actions) ;
- Étendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (poursuite de l'action initialisée en 2021) (1 action) ;

En matière de lutte contre la précarité alimentaire :

- Poursuivre et approfondir le soutien d'actions destinées à améliorer et développer la qualité de l'alimentation pour les personnes les plus en précarité (4 actions) dont le soutien à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune (Territoires à vivre) et au dispositif de la cloche solidaire, la distribution de paniers solidaires (CCAS) et le développement de l'accompagnement social à partir des points de distributions alimentaires et des épiceries sociales et solidaires.

En matière d'inclusion sociale et professionnelle :

- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (7 actions) : actions portées par le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CCAS), l'APIJE (Association pour l'insertion par l'économie), l'Institut Méditerranéen d'Étude, d'Ingénierie et de Formation (IMEIF), l'APSH34, CREER La maison des chômeurs et l'Airdie ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'activité économique (3 actions) : ateliers d'insertion et aide au démarrage d'associations de préfiguration d'Entreprise d'insertion (IMEIF, Recycl'etvous, Les jardins de cocagne), la Plateforme Collaborative Métropolitaine « *Clause sociale* » et l'expérimentation Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée ;
- Mobiliser les entreprises en faveur des publics en précarité (3 actions) : Intermédiation active sur le marché du travail en QPV (UCRM - Union Cépière Robert Monnier) ; Diversifiez vos talents (Coraline & Mosaïque RH) ; accompagnement social et professionnel des entrepreneurs en échec (60 000 rebonds).

En matière d'accès aux droits et à la santé :

- Prise en compte des besoins essentiels des personnes en bidonvilles (5 actions) : actions linguistique et d'insertion sociale (INSTEP et AREA) ; actions pour la sécurité et l'hygiène sur certains sites ; soutien aux dispositifs d'accueil transitoire ; ingénierie pour le développement de nouveaux lieux d'accueil ;
- Dispositif dédié aux quartiers Marels et Montaubérou (1 action) : actions d'accompagnement vers les droits, l'insertion sociale et la prévention santé ;
- Soutien au développement de l'habitat intercalaire (3 actions) : soutien aux associations, gestion et ou location de sites ; hébergement d'urgence temporaire site rives du Lez ; accompagnement social dédié.

Le budget total de la programmation 2023 s'élève à 1 213 120 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2023 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2022 à hauteur de 213 120 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2023 se traduit par un avenant à la convention 2020-2022, qu'il convient d'approuver et de signer.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat à la Ville, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur la convention de reversement des subventions par la Métropole à la Ville pour l'année 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De poursuivre la contractualisation avec l'Etat pour 2023 et d'acter la programmation présentée ;
- D'approuver les termes de l'avenant 2023 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes de l'avenant 2023 à la convention de cofinancement entre la Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 juin 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PP_Programme prévisionnel 2023.pdf
- FICHES ACTION
- PP-projet avenant 2023.doc
- Avenant_CONVENTION_Flux_financiers_Plan_pauvrete_Metropole-Ville.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230605-232890-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/06/23
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.